

AA – : Le-Maire : rien à battre

écrit par Pierre Duriot | 3 juin 2024



Bruno Le Maire reste confiant pour la situation économique de la France. *STEPHANE DE SAKUTIN / AFP*



Bruno Le Maire reste confiant pour la situation économique de la France. *STEPHANE DE SAKUTIN / AFP*

Screenshot

Les agences internationales de notation Moody's et Fitch avaient maintenu le AA de la France, nous en avons parlé au RPF, en expliquant que Macron les avait convaincues par sa capacité à lever l'impôt, entendre piocher dans nos comptes en banques et en gageant nos économies. Le tour de passe passe n'a pas trompé Standard and Poor's, qui a abaissé la note de la France, sanctionnant ainsi la «détérioration de la position budgétaire» du pays. «Le déficit budgétaire de la France en 2023 a été nettement plus élevé que ce que nous avions prévu», a expliqué la société américaine, doutant de la capacité du tandem Le-Maire/Macron à faire revenir le déficit sous les 3% du PIB d'ici 2027.

Le-Maire, imperturbable, définitivement hors-sol a « pris note de cette décision ». C'est à dire qu'il n'en a rien à faire, il ne devrait pas. Il se dit déterminé à rétablir les finances publiques, alors même qu'il est bien celui, qui, en lien avec Macron, les a mises dans l'état que l'on connaît. Lunaire, il ajoute : *« Et je vais vous dire, en réalité, la raison principale de cette dégradation, c'est que nous avons sauvé l'économie française ».* **Un comble.** Il compte aussi « réindustrialiser », alors qu'il a justement procédé à la désindustrialisation. Et il veut atteindre le plein-emploi, alors que les chiffres du chômage sont effrontément trafiqués, avec des méthodes de comptages ahurissantes ne reflétant en aucun cas la réalité du terrain. En résumé, il va faire à partir de maintenant le contraire de ce qu'il a fait jusqu'à présent. Il est évident qu'il est le dernier en qui on peut avoir confiance.

À une semaine des élections européennes, la majorité déjà à la ramasse avec Hayer qui n'en finit plus de débiter des âneries, n'avait pas besoin de ce qui apparaît comme un coup dur, S&P ne passant pas pour des amateurs. Eric Ciotti, président des Républicains, en profite pour tacler le gouvernement, alors même qu'il n'a eu de cesse de lui permettre de mener à bien, en ne votant pas les motions de

censure sur les budgets calamiteux de Bercy. Depuis 2017, la dette sur produit intérieur brut (PIB) est passée de 97 % à 111 % en 2023. Bercy prévoit 112 % en 2027, après un pic à 113 % en 2025.

L'explication de Macron, on la connaît. Il se défait : gilets jaunes, covid, inflation... c'est pas moi. Sauf que c'est lui qui a provoqué ces crises. Au Japon, les mea-culpa sortent. Les confinements : inutiles. Les vaccins : inutiles. La France sera le dernier pays à reconnaître qu'il s'agissait d'une fausse pandémie et la réalité est bien qu'on peut largement penser que la faillite de la France ait été sciemment organisée pour la rendre ingérable par le successeur de Macron, qui n'aurait d'autre choix que de se plier au diktats économiques européens et ainsi faire disparaître la France dans le magma communautaire, le rêve européiste de Macron, dont il ne se cache même plus. La preuve, pendant le même temps, en moyenne, en Europe, la dette a plutôt baissé. Et donc si la France est le mauvais élève, ce n'est pas un hasard. La dépense publique, à la fin de l'année dernière, atteignait 57 % du PIB, huit points au-dessus de la moyenne de la zone euro. Pour autant, les services publics sont en ruine : où passe l'argent. Nous l'avons déjà demandé.

Bercy réserve donc les pires annonces d'économies pour après les élections européennes et ça va faire mal. Fabius vote l'aide juridictionnelle aux étrangers, on ne touchera pas à l'enveloppe toujours gonflée d'accueil de population mâle d'origine arabo-afro-musulmane, on continuera à entretenir les fuites nombreuses en direction d'intérêts privés...

A quoi va-t-on toucher ? Comme d'habitude, au quotidien des Français solvables : moins de services publics, moins d'entretien des infrastructures et plus d'impôts. Le gouvernement ne sortira donc pas des mesurette habituelles qui vont consister à rogner ceux qui sont déjà rognés sans cesse depuis des décennies. Et Le-Maire de confirmer : « On

ne va pas se laisser divertir par les décisions des agences ». Et d'organiser récemment un pot pour fêter ses sept ans à la tête du ministère, avec 150 collaborateurs actuels et anciens.

Au RPF, outre un audit sévère des finances publiques, nous proposons de réduire à zéro les allocations aux étrangers, qui devront arriver en France à leurs frais, ce que font la majorité des pays de la planète. Stopper les produits subventionnés, comme les éoliennes en mer ou les voitures électriques et laisser les bons produits s'imposer. Sortir de la marche forcée vers une transition écologique déconnectée du réel, menée par des idéologues et la confier à des ingénieurs. Récupérer la maîtrise des grandes infrastructures nationales : autoroutes, aéroports, ports, centrales énergétiques, réseaux, ouvrages d'arts qui engraisent des actionnaires privés. S'attaquer aux mille feuilles administratifs et aux effectifs des fonctionnaires. Plafonner les allocations familiales à trois enfants. Mener une lutte sans merci contre les fraudes aux prestations sociales et fiscale. Rétablir une saine concurrence en revenant sur les accords de libre échange avec des pays à bas coût. Réindustrialiser les régions désertifiées. Réformer le système éducatif et l'axer sur les savoirs et les savoir-faire plutôt que sur la propagande écolo-LGBT. Relancer l'artisanat et la création d'ETI innovants. Décentraliser les gestions et réorganiser les réseaux au profit des régions les plus déshéritées... entrer dans une planification globale vertueuse conjuguant enseignement, activité industrielle et aménagement du territoire. Mais le choix de ce gouvernement est juste de pouvoir continuer le plus loin possible dans la voie mortifère actuelle qui nous amènés dans le mur.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.